Écrit par Farid Khalmat
Mercredi, 22 Février 2012 13:01 - Mis à jour Mercredi, 22 Février 2012 20:05

Plusieurs locaux du syndicat tunisien UGTT ont fait l'objet de dépôt de déchets ménagers, saccages et incendies (dont le siège de Fériana, une commune de la wilaya de Kasserine, dans le Centre tunisien) ces 20 et 21 février. Le secrétaire général du bureau régional du travail de Kasserine affirme qu'un groupe de militants appartenant à Ennahdha sont venus le matin au siège du bureau syndical pour protester contre la grève des agents communaux, puis se sont dirigés vers le bureau du secrétaire général, l'ont obligé à sortir avant d'incendier son bureau.

La fréquence et la périodicité ainsi que la cible de ces actes et leur coïncidence avec la grève des agents communaux font penser qu'il s'agit de bien plus que d'incidents passagers.

A travers l'UGTT, c'est la mobilisation sociale persistante dans l'ensemble du pays qui est visée. Une mobilisation qui, un an après la chute de Ben Ali, met en lumière l'incapacité du pouvoir de répondre aux revendications qui ont été à l'origine du processus révolutionnaire initié en décembre 2010.

Sur leurs sites et page facebook, les syndicalistes et les militants reçoivent quotidiennement des menaces de mort. Récemment, devant l'Assemblée Constituante, Sadok Chourou un des leaders du parti Ennahdha , s'est basé sur un verset du Coran pour légitimer tout acte de violence qui pourrait être commis par le gouvernement et a incité ce dernier à mettre fin aux grèves et sit-in observés par la force, en avançant que les organisateurs des grèves et des sit-in sont des ennemis du peuple et du gouvernement : « Tuer, crucifier, couper une jambe, couper une main… » Coïncidence ? Une semaine auparavant, un professeur de technique, enseignant au collège de Séjenane âgé de 50 ans et père de famille, militant syndicaliste et membre du parti Al Watad est retrouvé pendu, les mains liées. Il avait reçu des menaces de mort « s'il n'arrêtait pas de consommer de l'alcool »…

Ces actes ajoutés à toutes sortes de provocations, comme la récente tournée de Wajd Ghenim, ce prédicateur égyptien qui incite à la haine, à la violence, au terrorisme, à la polygamie et à l'excision des filles et son accueil avec honneur par les chefs d'Ennahdha, malgré un large mouvement de protestation, sont pour rappeler que Ennahdha n'est pas un parti démocratique, même si se parti s'efforce d'adopter un discours plus au moins « acceptable ».

Le Bureau Exécutif de l'UGTT, dans une déclaration datée du 21 février 2010, condamne ces attaques et agressions. Le bureau dénonce fermement les partis au pouvoir, Ennahdha plus précisément, et leurs incitations persistantes contre l'UGTT. Selon le Bureau Exécutif de l'UGTT, ces partis projettent d'« installer une nouvelle dictature » dans le pays. Il appelle toutes les structures de l'UGTT à rester vigilantes et mobilisées pour défendre leur syndicat et le droit syndical plus que jamais menacé.

Les organisations de masses, les associations de femmes doivent plus que jamais rester mobilisées et vigilantes pour défendre leurs acquis et aller encore plus loin dans leur lutte.